

## 2021 RTIAC Questions

<p>1. Cabinet records are entirely excluded from requests under the <i>Access to Information Act</i>, as are records in the Prime Minister's office and other ministers' offices, apart from a small subset of pro-active releases. <b>Will you amend the law to provide greater access to these key records, and ensure the Information Commissioner of Canada has the authority to independently review decisions?</b></p>	<p><i>1. Les documents du Cabinet sont totalement exclus des demandes au titre de la Loi sur bureaux des autres ministres, à l'exception d'un maigre sous-ensemble de communiqués proactifs. <b>Apporterez-vous à la Loi des modifications permettant de garantir un meilleur accès à ces importants dossiers et de veiller à ce que le Commissaire à l'information du Canada ait le pouvoir de révision indépendante des décisions?</b></i></p>
<p>2. A section of the <i>Access to Information Act</i> (Sec. 21) allows the head of a government institution to withhold "advice or recommendations," which is vague, ill-defined, and subject to abuse. <b>Will you amend the law to narrowly define "advice or recommendations," ensuring, for example, that factual and background material is not exempt, and will you add a harms test?</b></p>	<p>2. En vertu de l'un des articles de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> (article 21), le dirigeant d'une institution gouvernementale peut retenir des « avis ou recommandations », ce qui est vague, mal défini et prête à excès. <b>Apporterez-vous à la Loi des modifications afin de définir plus précisément « avis ou recommandations », en veillant, par exemple, à ce que les données factuelles et les documents d'information ne soient pas exemptés, et y incluez-vous un critère de préjudice?</b></p>

<p>3. Extensions and delays have become endemic in the Access to Information system, often amounting to years. <b>Will you amend the law to set stricter limits on delays and extensions, and impose penalties or sanctions for failure to comply?</b></p>	<p>3. Les prolongations et les retards, qui atteignent souvent des années, sont devenus monnaie courante dans le système d'accès à l'information. <b>Apportez-vous à la Loi des modifications pour fixer des limites plus rigoureuses concernant les retards et les prolongations, et imposerez-vous des pénalités ou des sanctions pour défaut de conformité?</b></p>
<p>4. The <i>Access to Information Act</i> lacks a broad public-interest override that would compel an institution to release records (such as health and safety records), notwithstanding the Act's exemptions. <b>Will you amend the law to provide such an override?</b></p>	<p>4. Il manque à la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> une dérogation générale concernant l'intérêt public par laquelle une institution serait tenue de divulguer des documents (par exemple des dossiers de santé et de sécurité), malgré les exceptions prévues à la loi. <b>Apporterez-vous à la Loi une modification en y incluant un critère de la primauté de l'intérêt public?</b></p>
<p>5. Indigenous communities in Canada are routinely denied timely access to records documenting their grievances and histories, thus perpetuating longstanding injustices. <b>Will you commit to working in full partnership with First Nations, Métis, and Inuit and their representative organizations to develop and enact mutually agreed-upon changes to policy and legislation regarding access to information, in full compliance with Article 19 of the <i>UN Declaration of the Rights of Indigenous Peoples</i>?</b></p>	<p>5. Les collectivités autochtones du Canada se voient régulièrement refuser l'accès aux dossiers documentant leurs griefs et leurs histoires, ce qui perpétue des injustices de longue date. <b>Vous engagerez-vous à travailler dans un véritable partenariat avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits et leurs organismes représentatifs pour élaborer et adopter des changements mutuellement convenus à la politique et aux mesures législatives concernant l'accès à l'information, en totale conformité avec l'article 19 de la <i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i>?</b></p>